

L'Assemblée générale de l'ONU a examiné les 24 et 25 novembre 2008 le rapport du Secrétaire général sur la situation en Palestine.

Discours d'ouverture de séance du président de l'Assemblée, Miguel d'Escoto Brockmann :

Je presse la communauté internationale d'élever sa voix contre la punition collective de la population de Gaza, une politique que nous ne pouvons pas tolérer. Nous exigeons la fin des violations massives des Droits de l'homme et appelons Israël, la Puissance occupante, à laisser entrer sans délai les ressources humanitaires et autres dans la Bande de Gaza.

J'ai parlé ce matin de l'apartheid et de comment le comportement de la police israélienne dans les Territoires palestiniens occupés semble si proche de celui de l'apartheid, à une époque révolue, un continent plus loin. Je crois qu'il est très important que nous, aux Nations Unies, employons ce terme. Nous ne devons pas être effrayés d'appeler les choses par leur nom. Ce sont les Nations Unies après tout qui ont élaboré la *Convention internationale contre le crime d'apartheid*, explicitant au monde entier que de telles pratiques de discrimination institutionnelle doivent être bannies lorsqu'elles sont pratiquées.

Nous avons entendu aujourd'hui un représentant de la société civile sud-africaine. Nous savons que partout dans le monde des organisations de la société civile travaillent à défendre les Droits des Palestiniens, et tentent de protéger la population palestinienne que nous, Nations Unies, avons échoué à protéger.

Il y a plus de 20 ans, nous, les Nations Unies, avons pris le relais de la société civile lorsque nous sommes convenus que des sanctions étaient nécessaires pour exercer une pression non-violente sur l'Afrique du Sud. Aujourd'hui peut être, nous les Nations Unies, devons envisager de suivre l'exemple d'une nouvelle génération dans la société civile, qui appelle à une campagne non violente similaire de boycott, de désinvestissement et de sanctions pour faire pression sur Israël.

J'ai assisté à un grand nombre de réunions sur les Droits du Peuple palestinien. Je suis stupéfait que l'on continue d'insister sur la patience alors que nos frères et nos sœurs palestiniens sont crucifiés. La patience est une vertu à laquelle je crois. Mais il n'y a aucune vertu à être patient avec la souffrance des autres. Nous devons agir avec tout notre cœur pour mettre fin aux souffrances du Peuple palestinien (...) Je tiens également à rappeler à mes frères et sœurs israéliens que même s'ils ont le bouclier protecteur des États-Unis au Conseil de sécurité, aucun acte d'intimidation ne changera la résolution 181, adoptée il y a 61 ans, appelant à la création de deux États.

Honteusement, il n'y a pas d'État palestinien que nous puissions célébrer aujourd'hui et cette perspective est plus lointaine que jamais. Quelque soient les explications, ce fait central tourne l'ONU en dérision et nuit gravement à son image et à son prestige. Comment pouvons-nous continuer ainsi ?